**SYNTHÈSE DU SONDAGE D’OPINIONS PARMI LA POPULATION BELGE EN 2013 – PULSE**

Les principaux chiffres en bref

* 25% des Belges estiment être bien ou très bien informés de la situation dans les pays en voie de développement. En 2010, ils étaient encore 47%.
* 46% savent que l’abréviation ONG signifie organisation non-gouvernementale.
* 24% déclarent ne pas lire les nouvelles relatives à la vie des habitants des pays en voie de développement.
* 82% des Belges surestiment le nombre de pauvres dans le monde ; seuls 12% estiment correctement ce chiffre.
* 59% estiment que le fossé entre le Nord et le Sud se creuse de manière inacceptable.
* Selon 15% des sondés, la coopération au développement participe structurellement aux conditions de vie dans les pays en voie de développement ; selon 12% des sondés, tel n’est pas le cas. 73% répondent que la coopération fournit une contribution modérée ou ne savent pas.
* 10% des Belges estiment que les moyens que nous consacrons à l’aide au développement sont correctement dépensés ; 34% pensent le contraire.
* 13% des Belges considèrent que la part de l’aide au développement doit être revue à la hausse ; pour 34%, elle doit être revue à la baisse.
* 25,7% des Belges ont donné de l’argent pour les pays en voie de développement au cours des 12 derniers mois.
* Le montant moyen versé par les donateurs s’élevait à 152 euros.
* 55% des Belges affirment acheter des produits du commerce équitable, au moins occasionnellement.
1. Un échantillon représentatif de 1577 Belges, constitué via un **panel sur l’Internet**, a été interrogé au cours des mois d’août et de septembre 2013 sur ses connaissances, sa familiarisation, son empathie, ses attitudes, ses opinions et son comportement à l’égard de la solidarité Nord-Sud et de la coopération au développement. Cette enquête s’inscrit dans le prolongement des enquêtes réalisées en 2010 et 2012. Le choix d’un panel Internet comme support s’impose comme une évidence en raison des délais plus courts et des frais réduits, mais exige également une vigilance afférente à la représentativité. Vu le caractère autosélectif, une présomption afférente aux distorsions non rectifiables relatives aux préférences et attitudes subsiste effectivement. Dès lors, la valeur des résultats obtenus avec un panel Internet réside essentiellement dans la comparaison avec des questions identiques également posées à un panel Internet. Aux fins d’une explication du contenu, **6 entretiens avec le groupe-cible** ont été organisés peu après l’enquête et complémentairement à cette dernière.
2. Les **connaissances**, la perception de ses propres connaissances et la familiarisation aux notions relatives à la coopération au développement demeurent faibles. Pour la majorité du public, la structure institutionnelle de la coopération au développement – et plus spécifiquement, de la collaboration bilatérale – demeure inconnue. Cela est également confirmé par une enquête menée à l’étranger qui a notamment permis de constater que les possibilités de la coopération au développement sont surestimées, alors que les résultats sont sous-estimés. Une partie du public se désintéresse de la problématique de la coopération. D’autres sont convaincus que les possibilités d’information et de feedback via les moyens modernes sont sous-utilisés (feedback en ligne & personnalisé). Bien qu’une partie croissante du groupe estime que les médias se focalisent essentiellement sur les nouvelles négatives relatives à la pauvreté et à la coopération au développement, les limites mentales, en termes de réceptivité, d’une partie du public au moins sont atteintes en raison de la succession des informations relatives aux catastrophes.
3. Paradoxalement, nous décelons des signes tant de conservation que de recul de **l’empathie** pour la pauvreté dans le Sud. Ce paradoxe s’explique par la manière dont cette empathie et cette solidarité sont jaugées. Si la question est posée « directement », la majorité du public fait preuve d’empathie. Si la question est posée dans le contexte de la coopération au développement, les réponses intégreront également la faisabilité, l’exécutabilité et l’efficacité de la coopération au développement. Simultanément, nous constatons que la suggestion selon laquelle le Nord aurait également une part de responsabilité afférente à la pauvreté dans le Sud ne fait plus autant l’unanimité que par le passé.
4. En ce qui concerne l’**attitude**, on constate, en résumé, que le tassement, enregistré au cours des dernières années, du soutien accordé à la coopération au développement se stabilise. Une légère reprise, par rapport à la tendance négative constatée au cours des dernières années, s’affiche dans les réponses aux questions relatives à la pertinence, l'opportunité et l’efficacité considérées globalement. Toutefois, un groupe important fait preuve de réserve et d’indifférence. Une détérioration supplémentaire est constatée pour la quasi-totalité des options quand les sondés sont interrogés sur l’appropriation des divers acteurs et méthodes de la coopération au développement. Les entretiens de groupe confirment une méfiance tenace concernant la destination des moyens libérés, le rôle des organisations et l’efficacité de l’approche. Une aide d’urgence fournie par les organisations internationales, d'une part, et des petits projets concrets réalisés par de petites organisations réputées, continuent de récolter la majorité des suffrages. Les entretiens de groupe ont permis de constater que nombreux sont ceux qui suivent un schéma mental selon lequel des arguments rationnels sont recherchés dans un contexte social, et ce, afin de définir une attitude de base qui s’exprime d’abord par de l’émotion, de la sympathie ou de l’antipathie.
5. À peine vingt-six pour cent de la population affirment avoir contribué **financièrement** à l’aide accordée aux (projets menés dans les) pays en voie de développement, ce qui signifie une pérennisation de la tendance à la baisse (33% en 2012 ; 40% en 2010). Simultanément, nous constatons que le montant moyen déboursé est en hausse, mais qu’il n’est pas suffisant afin de compenser la perte en termes de nombre de donateurs. Seule la nécessité d’une plus grande transparence a été exprimée afin d’inciter les personnes réticentes à faire preuve d’une plus grande générosité. Dans le cadre des comparaisons internationales, la Belgique figure en queue de peloton dans le tableau illustrant le pourcentage des donateurs. De plus, il est ressorti des discussions de groupe que les sondés sont plus enclins à donner des marchandises, à acheter des produits du commerce équitable et à payer un supplément pour de « bonnes œuvres » dans le cadre des activités de loisirs (sport, concerts, etc.).
6. Enfin, la mesure de ce support nous permet également de formuler quelques **conclusions pratiques** ciblées sur la forme, les groupes-cibles et le contenu du renforcement de ce soutien. Les entretiens de groupe ont permis de constater que les organisations devraient créer une fenêtre plus réceptive pour l’engagement et le volontariat, adaptée au contexte des différents groupes dans la société. Via leur engagement, les groupes plus âgés cherchent à se constituer un cercle d’amis, tandis que les plus jeunes considèrent leur investissement comme un épiphénomène, comme un des nombreux projets dans leur vie. Étant donné que l’intérêt des jeunes décline souvent quand ils se sentent « recrutés », il convient de prévoir un lien plus souple. La collecte de fonds peut être réalisée parallèlement à des évènements « fun ». Dans ce cadre, un feedback personnalisé et des résultats positifs sont considérés comme des moteurs importants pouvant présager d’un engagement et de dons futurs.
7. Toutefois, le mode de collecte de fonds privilégié par le passé a également contribué à esquisser une **image stéréotypée** des relations Nord-Sud, à savoir uniquement constituée de projets physiques. Dès lors, il incombe aux autorités et aux organisations de tutelle de présenter une image plus cohérente des matières que sont le développement et les causes de la pauvreté et de souligner que, dans ce cadre, le comportement de la population du Nord a également un rôle à jouer (modèles de consommation, émissions de CO2,…). Cette prise de conscience nécessite davantage que de brèves activités « de formation au développement », mais exige des processus d’apprentissage plus profonds et plus longs. Plutôt que d’inonder la population avec des informations, il est recommandé de rechercher des opportunités d’entamer un dialogue ouvrant la porte aux nuances et à la critique. En effet, de nombreuses opinions se fondent essentiellement sur des critères émotionnels (méfiance et antipathie) et sur la confrontation de ces critères avec les groupes de référence, et non sur prise de conscience sociale et sur une argumentation plus rationnelle.